

Déradicalisation : « Il n'y a pas de formule magique »

Enseignants et politiques s'interrogent sur la place de l'éducation dans la prévention contre la radicalité des jeunes

En apparence, c'est une sortie scolaire tout ce qu'il y a de plus banal. Sauf que ce vendredi de juin, au Théâtre du Rond-Point, à Paris, avec une centaine d'élèves issus d'établissements d'Ile-de-France, on rit tout en parlant de *Djihad*. Une pièce du metteur en scène Ismaël Saïdi, applaudie par 10 000 élèves au cours de l'année, une des initiatives soutenues par le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR). Objectif : développer un « contre-discours » sur l'enfermement religieux et ses potentielles dérives, en respectant les convictions et en faisant émerger distance et esprit critique.

Le défi est tout sauf neutre pour le ministère de l'éducation nationale. Dans cette pièce de théâtre, on parle terrorisme, haine, discriminations, mais aussi interdits religieux, halal et foi. « *Un mécréant, c'est comme un flic en civil!* », se moque un des acteurs. « *Mais toi tu as un détecteur de mécréants?* », lui rétorque un autre dans ce scénario racontant les aventures de trois jeunes attirés par le front irako-syrien avant qu'ils ne déchantent. Les réactions à l'issue de la pièce, différent selon la religiosité des adolescents : des plus enthousiastes – majoritaires – aux plus offensés, chez les plus pratiquants.

« *Il n'y a pas de formule magique*, dit Muriel Domenach, la patronne du CIPDR. *On ne va pas déradicaliser des jeunes comme on déprogrammerait un logiciel. L'objectif est d'articuler les démarches éducatives, sociales et sécuritaires en encourageant un contre-discours.* »

Une articulation inscrite au cœur du plan national de prévention de la radicalisation, adopté

le 23 février, qui consacre dix de ses soixante mesures au champ de l'école : il y est notamment question de « *défendre les valeurs de la République* », de renforcer le contrôle du privé hors contrat ou encore de systématiser l'éducation aux réseaux sociaux et aux médias. Le sujet a été abordé, jeudi 12 juillet, lors d'un colloque à l'Assemblée mêlant professionnels de terrain, chercheurs et politiques, pour interroger « *la place de l'éducation, de la culture et du sport dans la prévention de la radicalisation* ».

Malgré un relatif consensus sur les besoins parmi les jeunes, il demeure difficile de recenser les initiatives menées à bien au sein des établissements. Au ministère de l'intérieur, on fait état de six « *conventions nationales* » qui irrigueraient des « *dizaines* » de collèges et de lycées. Du côté du ministère de l'éducation, on parle d'une « *montée en puissance* » qui s'est « *accélérée* » depuis les attentats de 2015. L'action des professeurs ou documentalistes est surtout axée sur l'éducation aux médias ou le vivre-ensemble.

« *Chez les enseignants s'exprime clairement la volonté de se saisir de la problématique*, estime la députée (La République en marche) de Haute-Garonne, Sandrine Mörch, qui compte parmi les organisateurs du colloque. *Mais beaucoup ont peur de ne pas être assez outillés pour répondre aux jeunes; d'autres invoquent le manque de temps, de valorisation... Il leur faut du soutien et de la visibilité. Cela choque parfois quand je le dis, mais c'est dès la maternelle qu'il faut pouvoir mener ce travail de prévention.* »

Distinguer « l'info de l'intox »

A Taninges (Haute-Savoie), Rose-Marie Farinella a par exemple choisi d'initier ses élèves à la « *chasse aux fausses infos* » dès le CM2 : « *Cela peut sembler tôt, reconnaît cette ex-journaliste, mais, à cet âge, les enfants sont pleins de questions et s'investissent à fond... Je trouve utile d'agir avant la période critique de l'adolescence.* » Huit de ses élèves formés en atelier à distinguer « l'info de l'intox » ont reçu, fin juin, leur diplôme d'« *apprentis hoaxbuster* ». « *Même à 10 ans, pour cette génération Internet, les théories complotistes sont déjà ancrées chez certains*, dit l'enseignante. *Il est impératif de leur donner la parole.* »

« *Créer un espace de dialogue* » : c'est aussi l'objectif de Sophie Mazet, enseignante en lycée à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Dans ses ateliers d'« *autodéfense intellectuelle* » lancés en 2010, les lycéens volontaires débattent de tout – racisme, antisémitisme, homophobie... – et développent une « *boîte à outils* » contre les théories du complot. « *Face à la complexité du monde, quoi de plus tentant pour nos jeunes qu'un discours manichéen qui donne, de surcroît, le sentiment d'être les plus malins?* », interroge-t-elle.

Comme une partie du corps enseignant, Sophie Mazet n'est pas cependant tout à fait à l'aise avec les signalements d'élèves pour « *suspicion de radicalisation* », encouragés par l'institution : « *L'enseignant est là pour expliquer, mettre en perspective, dialoguer... On ne peut pas faire peser sur lui la responsabilité du repérage.* » Et elle n'est pas la seule à le penser. « *Dès le collège, on peut avoir face à nous des élèves déjà ancrés dans des pra-*

tiques religieuses, mais ils n'en sont pas moins capables de réfléchir sur leurs croyances», témoigne Antoine Combes, enseignant à Toulouse. Avec ses 3^e, il a lui aussi relevé le « pari de questionner les sources d'information » qui « se résumant » souvent à YouTube. « Les sujets abordés ne sont pas simples. Il y a encore, chez quelques-uns de mes élèves, l'idée que Mohamed Merah, un "gamin du quartier", a fait une "grosse bêtise"... Mais on peut en débattre ; je n'ai jamais vécu de séquence crispante ou bloquée. »

Eléonore Ward porte, elle, pour le compte de la Ligue de l'enseignement, à Paris, un concours pédagogique – Alter Ego Ratio – autour des valeurs républicaines. Une quarantaine de lycées franciliens y ont pris part cette année. « Ce type d'initiative ne peut être imposé de manière verticale, observe-t-elle. On sent les enseignants à l'aise avec des projets sur l'égalité, la tolérance, l'antiracisme... Mais ils le sont moins dès lors qu'il s'agit d'aborder la radicalisation, surtout quand la religion s'en mêle. »

D'autant qu'un certain flou

existe aujourd'hui sur la définition même de « radicalisation » et le type de « radicalités » à prévenir. Religieuses ? Politiques ? Les enquêtes les plus récentes mêlent souvent ces différentes dimensions. « C'est la position de la recherche internationale, défend Séraphin Alava, professeur en sciences de l'éducation à Toulouse. Le défi dépasse la seule montée de l'islamisme radical ; il nous faut trouver des outils et réponses communs aux formes de pensées et d'actions violentes qui se développent. »

A l'université, le « contre-discours » fait en revanche l'objet de peu d'initiatives étiquetées « prévention de la radicalisation ». Les enseignants-chercheurs font état d'un grand nombre d'actions en direction des étudiants, mais avec des facettes très diverses : semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, ateliers sur l'interculturalité, la société inclusive... Sans compter le « développement de l'esprit critique », perçu comme la première promesse de l'enseignement universitaire.

La « systématisation » récente d'un « référent radicalisation »

dans les facs pose par ailleurs question. Son rôle pourrait s'orienter vers les signalements, mission que nombre d'universitaires se refusent à remplir. « Nous en sommes à un stade balbutiant pour définir cette fonction », prévient Emmanuel Roux, de la Conférence des présidents d'université. « Nous n'avons pas les moyens de suivre cet émiettement des "référénts" », estime Christine Rivalan-Guégou, vice-présidente à Rennes-II, qui va endosser cette « casquette » en plus de celles sur la laïcité, le racisme et l'antisémitisme, ou encore les violences sexuelles...

Pour Jérôme Ferret, sociologue à Toulouse, franchir une étape supplémentaire s'impose pourtant : « La question [du contre-discours] doit être abordée en première année avec un enseignement sur les radicalités, les théories du complot. Nous avons changé d'époque. On sent bien une contestation nouvelle de nos étudiants envers le savoir institué et une attirance pour toutes les formes de radicalité. » ■

**MATTEA BATTAGLIA,
CAMILLE STROMBONI
ET ÉLISE VINCENT**

« On ne peut pas faire peser sur l'enseignant la responsabilité du repérage »

SOPHIE MAZET
enseignante en lycée
à Saint-Ouen

LES CHIFFRES

1419

mineurs signalés

Majoritairement âgés de 17 ou de 18 ans, ils ont été signalés auprès de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) depuis l'année scolaire 2015-2016, avec une baisse de 40% de ces signalements, à cet âge, entre les années 2015-2016 et 2016-2017, selon un rapport d'enquête sénatoriale divulgué le 10 juillet.

1094

mineurs suivis

Ces jeunes, dont 77 sont de retour du théâtre d'opérations irako-syrien, sont suivis par les cellules de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles, début 2018. Au ministère de l'éducation, on s'est engagé à livrer un bilan des signalements faits depuis les établissements scolaires « *en fin d'année* ». « *Depuis un an, le dispositif de veille que nous avons étendu permet, tous les jours, d'avoir des remontées des cas les plus graves* », fait-on valoir dans l'entourage de Jean-Michel Blanquer.